

# Des besoins accrus dans une crise négligée

## Analyser la situation humanitaire au Mali

Janvier 2026 | Mali

### MESSAGES CLÉS

- La situation sécuritaire, les changements climatiques, et des services de base insuffisants ont participé à créer **une situation humanitaire sévère et prolongée au Mali**. Les besoins des communautés, omniprésents et complexes, **se sont aggravés depuis l'année dernière**.
- **L'augmentation des incidents sécuritaires et une crise du carburant** subséquente ont provoqué des déplacements supplémentaires. **La crise s'est ainsi étendue et déplacée** vers de nouvelles zones géographiques, au sein de populations déjà vulnérables.
- Alors que les besoins augmentent et que le contexte se dégrade, les financements humanitaires ont été drastiquement réduits en 2025, et risque de continuer sur cette tendance. **Les capacités de la réponse au Mali, depuis longtemps sous-financées, sont fortement diminuées au moment où elles sont plus nécessaires que jamais**. Une assistance accrue, alignée avec les besoins et les préférences des communautés, est nécessaire.

# 402,167

personnes déplacées  
internes au Mali

# 167,034

réfugiés<sup>1</sup>

### CONTEXTE

En 2025, le Mali a fait face à [une situation humanitaire préoccupante](#), marquée par un contexte sécuritaire volatile, des urgences sanitaires récurrentes, des chocs climatiques et des services de base insuffisants. Les incidents violents liés aux groupes armés non étatiques (GANE) ont fortement augmenté, notamment dans le Sud et la région de Kayes, provoquant de nouveaux déplacements de population vers des zones frontalières déjà fragiles. **Après plus d'une décennie de crise, il est essentiel de maintenir l'attention sur le Mali et d'en comprendre les différentes dimensions, pour soutenir au mieux les populations affectées.**

*Les affrontements armés s'intensifient dans toutes les régions du Centre et du Sud, en particulier Kayes et Ségou proche des frontières avec le Sénégal et la Mauritanie.*

## 2025

### Juillet

*Attaques coordonnées d'ampleur inédite à Kayes et plusieurs villes proches des frontières avec le Sénégal et la Mauritanie, et blocus de Kayes et Nioni (Ségou) par les groupes armés.*

### Sept.

*Forte montée des violences, blocus et pénurie de carburant dans certaines régions.*

*Nombre d'incidents sécuritaires dans la région de Kayes le plus élevé jamais enregistré (ACLED).*

### Oct.

*Les Etats-Unis et d'autres pays appellent leurs citoyens à quitter le Mali*

## Comprendre les besoins et vulnérabilités – une crise multisectorielle

38%

des ménages vivent dans des abris inadéquats.

20%

des ménages vivent dans des abris d'urgence.

22%

des ménages ont rapporté avoir un problème grave du fait qu'ils n'ont pas un accès facile ou sans danger à des toilettes propres.

Selon [l'évaluation multisectorielle des besoins \(MSNA\) 2025](#), plus de 4 ménages sur 5 (83%) des ménages se trouvent dans le besoin au Mali. C'est une augmentation de 9% par rapport à l'année dernière, illustrant **l'aggravation des besoins** au niveau national. Cette hausse est principalement liée au secteur abri et biens non alimentaires (ABNA), qui a connu une augmentation de 32 %, en raison du nombre croissant de personnes vivant dans des abris inadéquats<sup>2</sup>, surtout dans le Sud, où les conflits armés s'intensifient.

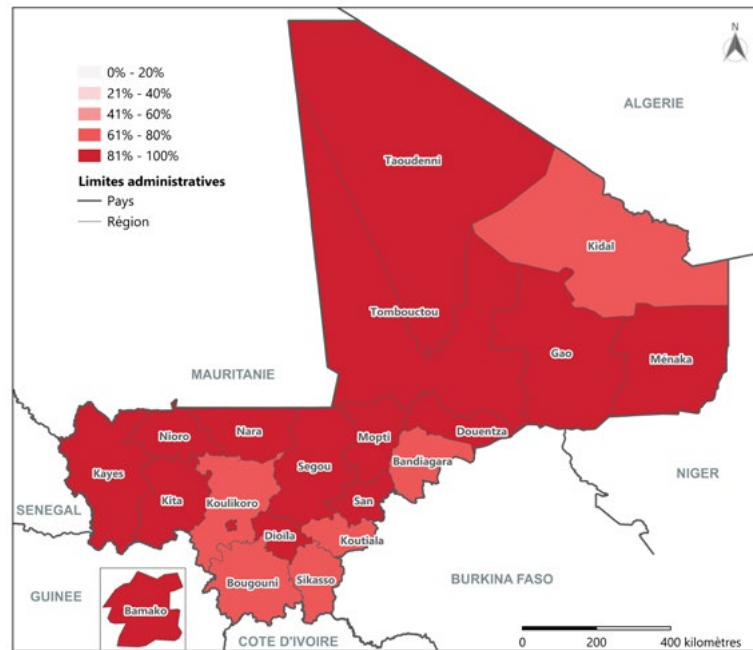
Alors que les besoins en abri ont subi la plus grande augmentation, **le besoin principal pour les ménages**<sup>3</sup> était l'éducation : 43% des enfants de 6 à 18 ans n'avaient pas été scolarisés durant l'année 2024-2025 - cela pourrait constituer près de 4 millions d'enfants.

L'éducation en situation d'urgence est une **mesure de protection essentielle** et un pilier pour d'autres interventions humanitaires, notamment l'accès à l'alimentation scolaire et à la nutrition,

à l'eau et à l'assainissement, aux vaccins et autres services de santé, ainsi qu'à un soutien psychosocial général pour gérer les traumatismes vécus dans les environnements touchés par la crise. Une éducation de qualité est également l'un des investissements les plus efficaces pour le développement durable. Elle réduit la pauvreté, stimule la croissance économique, améliore la santé et l'égalité des sexes et favorise la paix.

Les **besoins en eau, hygiène et assainissement (EHA) sont également critiques**, montrant les difficultés à remplir certaines tâches de bases pour cuisiner, boire, se laver – et pouvant avoir des incidences sur les épidémies. En effet, 64 % des ménages n'ont pas d'installation pour le lavage des mains, et 6 % pratiquent la défécation à l'air libre.

Enfin, **les taux d'insécurité alimentaire aiguë et de malnutrition sont en hausse**, en particulier dans les régions du nord et du centre.



Carte: pourcentages des ménages dans le besoin par région (MSNA 2025).

Les **ménages déplacés internes (PDI) et réfugiés** avaient des prévalences de besoins plus élevées que les ménages non déplacés (PND), et présentaient des profils plus complexes, avec des besoins dans plusieurs secteurs simultanément. Certains groupes de populations étaient particulièrement vulnérables, tels que les ménages réfugiés

dirigés par des femmes (94% rapportés dans le besoin).

**Chaque région possède ses spécificités et facteurs créant ces besoins**, dont il est important d'avoir une bonne compréhension, d'autant plus considérant les changements récents dans le contexte.

## Focus sur Kidal

La région de Kidal (situé au nord-est du Mali) présente le taux le plus élevé de ménages dans le besoin sévère (38%), principalement expliqué par le besoin en EHA et des lacunes dans les infrastructures d'assainissement. 2% des ménages de Kidal avaient des besoins sévères en éducation, liés à des risques graves de protection, comme le fait que la fermeture de l'école en raison de dommages, d'une catastrophe naturelle ou d'un conflit (16%). En effet, [cette région fait face à des incursions armées, assassinats et extorsions malgré les opérations militaires, ainsi que des blocus entraînant pénuries alimentaires et médicales.](#)

De plus, [Kidal est en phase 3 de l'IPC](#), ce qui risque de se poursuivre à cause des difficultés d'accès liées aux prix très élevés des denrées alimentaires et de la baisse importante des revenus.

## Une aggravation de la situation sécuritaire, provoquant un déplacement et une intensification de la crise

Le début de l'année 2025 a été marqué par **une augmentation et un déplacement des incidents sécuritaires**, notamment dans le Sud et le centre, avec un rapprochement en direction de la capitale. En octobre, le nombre d'incidents violents (conflits armés, kidnapping, attaques...) au Mali [a atteint son plus haut niveau jamais enregistré.](#)

On observe une nette augmentation des incidents dans le Sud-Ouest et les régions transfrontalières avec la Mauritanie, le Sénégal et la Guinée. Dans la **région de Kayes, le nombre d'incidents sécuritaires a été le plus élevé jamais enregistré** (ACLED). C'est aussi la deuxième région avec le plus grand nombre de ménages dans le besoin (93% - la quasi-totalité de la population), ce chiffre ayant subi une détérioration flagrante par rapport à l'année dernière. L'accès humanitaire semble également se réduire, avec une [augmentation de 32% des incidents d'accès humanitaire en mai 2025 par rapport à mai 2024.](#)

Ces incidents sécuritaires contraignent les populations civiles à abandonner leurs zones de résidence comme le cas à Loulouni (Sikasso) et Leré (Tombouctou) courant le mois de novembre 2025. La réduction de la mobilité des personnes et des biens, les déplacements forcés des populations, la baisse des activités économiques y compris industrielles, continuent d'**impacter négativement les revenus des ménages et l'économie globale du pays.** L'économie globale du pays s'est ralentie, avec un taux

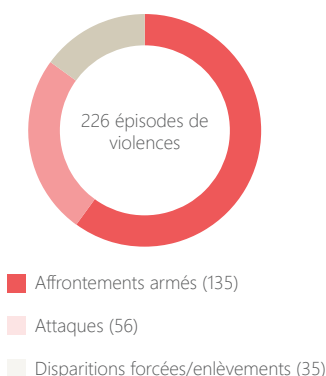
de croissance revue à la baisse [par le FMI de 5% à 4,1% en 2025.](#)

Depuis juillet, cette intensification des conflits s'est traduite par un étouffement économique de Bamako, notamment à travers des blocus ayant provoqué une crise de carburant.

Ces problèmes d'approvisionnement en fuel créent des difficultés logistiques et économiques pour les ménages, et risque d'accroître les besoins déjà omniprésents, tout en limitant les possibilités d'interventions humanitaires. [Dans certaines régions, le litre d'essence se vend entre deux à six fois le prix officiel.](#) Cette flambée des prix affecte directement les populations vulnérables, notamment à Ségou, Mopti, Douentza, Bandiagara, Niono, Djénne et San, qui voient leur accès au carburant fortement limité. L'évolution de la situation dans les prochains mois sera cruciale, et doit être suivie pour une adaptation de la réponse.

[Le nombre de PDI a augmenté de 22%, et celui des réfugiés de 35% entre octobre 2024 et septembre 2025.](#) Dans le contexte régional du Sahel, la dynamique des mouvements migratoires reste [largement déterminée par la détérioration de la sécurité dans le sud-ouest du Mali](#) et la volatilité des incidents armés dans les zones frontalières – surtout dans la zone Mali-Mauritanie-Sénégal-Guinée, ayant des besoins humanitaires préexistants et des services de base limités.

Type d'incidents violents entre juin et octobre 2025 au Mali ([GRANIT](#))



## Face à une baisse des financements, la nécessité d'une réponse alignée sur les besoins et préférences des communautés

Les coupes de financements actuelles subies par l'ensemble du secteur humanitaire, et la réduction de l'assistance qui s'ensuit (également liée aux éléments cités ci-dessus), **impacte directement le Mali à un moment où les besoins augmentent dans des zones vulnérables.**

En effet, à la date du 31 octobre 2025, le [plan de réponse humanitaire \(PRH\) pour le Mali était financé seulement à hauteur de 15,6%](#). En comparaison en 2024, [32% du PRH](#) avait été couverts. Depuis des années, la réponse humanitaire est sous-financée dans ce contexte, comme dans dans la plupart des pays du Sahel. [L'aide dans les domaines de l'alimentation, de la santé, de l'éducation et des besoins fondamentaux a sensiblement diminué.](#)

*"À l'heure actuelle, il est très difficile d'accéder à l'aide car nous avons appris que le bailleur qui finançait les programmes dans notre région avait cessé son soutien. Les changements dans l'aide sont perceptibles, tous ceux qui recevaient auparavant une aide n'en bénéficient plus."*

*(Participant d'un groupe de discussion, ALNAP).*

Cela se reflète également dans les chiffres de la MSNA : 72% des ménages qui étaient dans le besoin dans au moins un secteur n'avaient reçu aucune aide humanitaire dans les 12 mois précédant l'évaluation. Pour les ménages ayant reçu de l'aide humanitaire, 22% ont indiqué être moyennement ou pas satisfaits, la raison principale étant que **la quantité de l'aide était insuffisante.**

Les communautés ont également signalé **le manque de communication** autour de la suspension de l'aide – et de l'assistance en général. Les acteurs locaux ont critiqué la nature descendante des décisions programmatiques, qui étaient souvent communiquées tardivement ou indirectement, parfois même par le biais de rumeurs au sein de la communauté. Les membres de la communauté ont également déclaré n'avoir reçu aucune information ni explication concernant la réduction des services d'aide.

## CONCLUSION

Le [plan de réponse humanitaire 2025](#) ciblait 4,7 millions de personnes avec un budget de 771,3 M USD, qui a été financé seulement à hauteur de 15,6%, soit l'équivalent de **26USD par personne – une somme insuffisante pour répondre à l'ampleur et à la sévérité des besoins des communautés et soutenir une sortie progressive de la crise.**

Alors que plus de 80% des ménages sont dans le besoin en 2025, 72% d'entre eux n'avaient reçu aucune aide humanitaire l'année précédente.

En 2026, alors que les besoins augmentent, que l'accès se restreint, et que le contexte sécuritaire se complexifie, les financements continuent de diminuer. Le [Norwegian Refugee Council \(NRC\)](#) a classé le Mali comme 5<sup>ème</sup> crise de déplacement la plus négligée dans le monde, montrant que les fonds et l'attention portée au Mali ne suffisent pas pour endiguer la détérioration du contexte humanitaire.

**Si l'intensification des incidents sécuritaires et la crise du carburant se poursuivent, les effets pourraient être désastreux. Il est crucial d'assurer une réponse humanitaire inclusive, proportionnelle aux besoins, ciblée et adaptée aux régions et groupes de populations.**

### Notes

1 Au 30 Novembre 2025, [UNHCR](#)

2 Les abris inadéquats sont déterminés par la situation du logement (centre collectif/abri d'urgence/hébergé par un autre ménage) ou par le type d'abri (bâtiment non achevé ou non fermé / tente / abri de fortune)

3 De ménages ayant un enfant en âge d'être scolarisé